

(à suivre)

BASTIA

N° 1 JANVIER 76

PRIX: 1



imprimerie 34 Toulouse

BASTA

MENSUEL ... N° 1 - JANVIER 76 -

PRIX:1 F

BASTA : édition française

Directeur de Publication : CHRISTIAN MARTRE

Courrier : c/o AAEL B.P. 105 Cédex

31013 TOULOUSE

Quand on veut toucher les masses ou porter un message - ou gagner des voix aux élections ou des cartes d'adhérents ou créer un parti ou favoriser un large courant qui et que... ou bien donner dans l'original ou l'humour inédit »

ou quand on se spécialise... et aussi quand on a un but commercial, d'impact, de comparaison avec ce qui existe et fructifie, avec aussi des tas d'autres choses qui doivent « marcher » ou « réussir »,

on se trouve bien obligé, face à la création d'un journal, d'envisager quoi et comment... quel moyen sera le meilleur, le plus efficace ou le plus surprenant,

alors on peut faire un quotidien, un hebdo, ou un mensuel

alors on peut mettre 3 ou 10 pages et parler sur tel ou tel ton...

on peut aussi chercher à tenir « le bon bout » le truc qui marche,

politique-fiction, humour politique, révolution sérieuse ou contestation débridée, tout cela est bien inutile quand le but n'est pas de se donner une image de marque, quand il ne s'agit pas de gagner des « lecteurs », des adeptes, ni des gros sous...

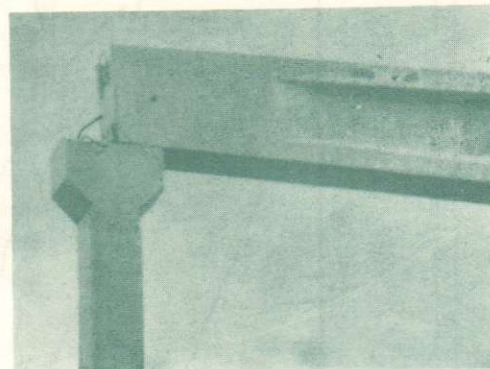
Essayer de dire, au-delà de l'évènement et du spectacle dont on nous abreuve, ce qui nous importe de chaque chose, les répercussions réelles dans notre vie;

essayer de ne pas trop se préoccuper des critères de presse, de s'exprimer à peu près librement, et le plus largement possible,

est-ce vraiment un pari stupide ?

Si le monde n'est pas définitivement coupé en deux, si le complexe du sordide, de l'horrible quotidien, de l'indifférence de chacun n'a pas trop bouffé la vie au profit du joli, du bien, bref du faux (quel qu'il soit : spectaculaire de toutes obédiences) il doit être possible de dire au lieu de transposer

et si ça ne fait pas un « vrai » journal tant pis !



C'EST LA FAUTE

DU VENT ...

Les juges mettent les patrons en prison. La presse de droite en fait un tollé et crie aux « Juges Rouges ». La presse de gauche hurle à la victoire et voit poindre enfin l'avènement de la justice « populaire ». Finalement tout le monde est d'accord pour dire que la justice est bien faite, que les méchants sont punis et les victimes dédommagées.

Donc il est bien évident que tous les accidents du travail qui ne sont pas punis par la Loi ne peuvent être que des catastrophes naturelles et qu'il faut vraiment être de mauvaise foi pour en chercher d'autres causes.

Deux ouvriers coffreurs travaillent, les poteaux oscillent, des poutres tombent: deux ouvriers sont morts.

Leur patron étant un personnage important de la cité, cet évènement ne mérite pas trop de publicité. Dès le lendemain, les organismes concernés par ce genre d'affaire, avancent leur slogan habituel « C'EST LA FATALITE »; et surtout; que le TRAVAIL reprenne comme s'il ne s'était rien passé !

Le journal local déclare en 10ème colonne de sa 8ème page sous le titre: les méfaits du vent: « Le vent a été, hier, vers 10h.30 la cause d'un terrible accident qui a fait deux victimes... »

Le patron, en offrant une enveloppe contenant le double du salaire des victimes à leurs familles qui n'ont jamais eu tant d'argent pour fêter l'année nouvelle :

« C'étaient de très bons ouvriers, ce vent, c'est la fatalité... »



L'inspecteur du travail: « mais il n'y avait pas tellement de vent ce jour là! Enfin, faites attention vous en êtes à votre 108ème accident mortel, si vous dépassez le cap de 150, je vais sévir! »

Le rapport de gendarmerie: « deux ouvriers coffreurs qui travaillaient sous l'ossature d'un bâtiment en construction n'ont pas eu le temps de s'écarter lorsque deux poutres pesant huit à dix tonnes, ébranlées par le vent, sont tombées d'une hauteur de 7m. »

Les juges: « Bizarre cette histoire de vent, on pourrait s'en prendre au patron, oui, mais, c'est le président de la chambre de commerce... »

Les syndicats: « Oh! quel malheur! Le patron doit être responsable; mais ce n'est pas le moment de faire de la politique; on a assez à faire avec cette histoire de subversion sur le dos... »

Les ouvriers sur le chantier, après que la dernière poutre soit tombée: « On débraye? Oui, d'accord, mais pour les obsèques uniquement (bien sûr, le jour des obsèques le patron se trouve à la tête des débrayeurs!) »

Eh ben oui, c'est le vent, pour d'autres c'est l'eau, pour d'autres le vin. Pour tous, c'est sûr, c'est la FATALITE.

Voilà comment tous les jours on enterre dignement les ouvriers que l'on vient d'ASSASSINER

Une seule note discordante dans cette avalanche d'hypocrisie: quelques ouvriers publient, devant l'apathie des syndicats, un tract intitulé: « NON, CE N'EST PAS LA FATALITE ».

Basta!

1000

Derrière le dieu souvent inhumain que représente cette fameuse « FATALITE », prétexte destiné à réunir dans la même soumission aux forces dites « naturelles » patrons et ouvriers, exploités et exploités, se cachent les vrais responsables de ces « accidents ».

CE SONT LE TRAVAIL LUI-MÊME SON ORGANISATION, SES PLANIFICATEURS.

C'EST NATUREL pour le système capitaliste que la première vertu de toute entreprise soit la rentabilité et le profit.

C'EST NATUREL pour lui que les désirs, la vie même des ouvriers soient sacrifiés à son bon fonctionnement.

C'EST NATUREL pour lui qu'un ouvrier se remplace encore plus facilement et à moindre prix qu'une machine.

UN ACCIDENT DU TRAVAIL, LA MORT ACCIDENTELLE DE QUELQUES OUVRIERS SUR UN CHANTIER, n'est qu'un incident de parcours, sinon à éviter, du moins à étouffer et à faire digérer aux travailleurs.

Le pouvoir met en oeuvre ses institutions pour cela: médecine et législation du travail veillent au bon état de marche et de productivité des ouvriers.

De concert avec les patrons et les cadres, partenaires utiles et tout compte fait compréhensifs, les syndicats se battent pour demander plus de primes de risque, plus de protection, plus de qualification, des salaires plus élevés afin que se développe sans trop de dégâts notre soi-disante économie au service de tous.

Quand malgré tous ces efforts conjugués, la réalité scandaleuse du travail et la responsabilité de ses organisateurs transparait, le pouvoir met en oeuvre ses valets d'avant-garde : juges et médecins de gauche. Le grand jeu commence : des patrons estimés-un-peu-trop-négligents sont mis en taule, des contrôles sanitaires plus poussés sont entrepris dans les usines un peu trop insalubres, tout cela orchestré par une large campagne de presse. Le tour est joué, l'opinion publique est satisfaite de voir l'impartialité de la justice et la conscience professionnelle des médecins du travail, l'objectivité de la presse. Les patrons peuvent sortir de taule; tout est dans l'ordre.

Désormais, plus de doute possible. Quand deux coffres sont tués, tout le monde est d'accord pour proclamer en chœur : « c'est la faute du vent ». Si jamais le patron avait été en cause, la justice l'aurait condamné.

La boucle est fermée, le sujet d'actualité spectaculaire a été exploité au maximum et, réconforté, le système continue à assassiner les travailleurs au rythme de 8 par jour, tout cela dans le parfait ordre des choses.

RIONS UN PEU...



Il court, il court, l'assassin...

Dans l'affolement général une fusillade éclate. Les balles sifflent autour des passants affolés. L'homme qui marche les bras en l'air s'effondre criblé de balles par les tireurs d'élite.

Au même instant sur le trottoir d'en face, un échafaudage s'effondre entraînant la mort d'un ouvrier.

Le BON et le MAUVAIS: tous les deux meurent assassinés par les mêmes maîtres, par le même ordre, par le même système.

Les condamnations se suivent et ne se ressemblent pas. Dans les temps passés, on emmenait les prisonniers pieds et poings liés sur la place publique. Tout le village était là pour assister à la fête. Les têtes tombaient sous les hourras de la foule en délire.

Aujourd'hui on a trouvé plus piquant, plus spectaculaire. Le monde change, évolue, le public se montre difficile, le fautif est exécuté sur place, sur le lieu même de son action. Le public est aux premières loges. Tout se déroule sous ses yeux, on s'en voudrait de perdre une miette de spectacle. Surtout l'exécution. Comme ça on peut toujours faire croire qu'il avait sa chance. Et puis ma foi, une balle en plein front, la tête éclatée au sixième étage d'un building, du travail propre, vite fait bien fait, ça lui évite d'être lynché sur place par la foule vengeresse. Pour sûr c'est un sacré service que les flics rendent à leurs ennemis en leur évitant cette mort humiliante. D'accord, de temps en temps un spectateur (trop curieux sans doute) s'écroule dans une mare de sang; mais que voulez-vous, on ne fait pas de bon travail sans petite bavure (il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent jamais). La police c'est un métier comme un autre et, comme chacun le sait, dans tous les métiers il y a des morts: les accidents du travail, sujet à la mode entre deux prises d'otage. Là aussi les cadavres s'entassent au fil des jours, car en sauvegardant les cadences et les rythmes infernaux c'est une véritable tuerie que le système entretient.

Là aussi les temps ont changé. Il y a très longtemps de ça, il fallait travailler dur jusqu'à la mort physique; les esclaves qui refusaient ce rôle étaient exécutés. D'une façon ou d'une autre on crevait sous le même fouet, pour rébellion ou par le travail.

Aujourd'hui le fouet s'est transformé en billet, la rébellion en syndicat, les esclaves en honnêtes gens, le travail tue, mais il paie. Alors tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, on meurt proprement, dans la légalité, avec le consentement du père, du fils et du Saint-dicat. L'opposition fait haro sur le manque de sécurité dans le travail, elle n'accepte plus que les ouvriers meurent par manque de sécurité (paraît que ça fait perdre du temps, et n'oublions jamais, le temps c'est de l'argent).

ET SI LA SECURITE ETAIT RESPECTEE? Alors là rien à dire. On n'a rien sans rien, pas vrai? Les honnêtes travailleurs ne s'y trompent pas, eux; et ils descendent dans la rue quand il faut. Pas question de faire enfermer leur patron si celui-ci est innocent. Non mais; vous avez déjà vu ça, vous, une société sans patron. Où c'est-y qu'on va trouver le pognon; et si les Rouges, les hippies, les jeunes, les cradauds veulent tout casser, qu'ils y viennent! On les attend, tiens, vous allez voir si on va les laisser détruire tout ce pour quoi on a sacrifié nos vies, nos familles. Ah! ça non, jamais, plutôt mourir....

L'ENNEMI PUBLIC N°1

ATTENTION:

CET HOMME EST DANGEREUX!

Que se passe-t-il quand l'ennemi public n° 1 est en prison ? Le n° 2 bénéficie d'une promotion soudaine ? Le nouveau détenu garde son titre ? Peut-être existe-t-il des n° 1 ex-aequo ? Ce genre de préoccupation peut paraître superflu et entaché de dérision ; certains esprits facheux prétendront que ces questions sont polémiques et de ce fait inintéressantes.

Il m'apparaît au contraire fondamental de bien cerner la nature, la fonction, la psychologie d'un individu qui est désigné comme ennemi vedette de toute la société, comme bandit hors concours. Un prix nobel a un statut, son œuvre est couronnée, un académicien aussi, et l'ennemi public n° 1 n'aurait rien de prévu ? il serait jeté en pâture aux journaux ? au juge, à la vindicte populaire, à la police, avec cette étiquette, sans aucun texte précis ? dans la confusion ! Cela veut dire que la société n'a rien prévu, qu'elle se laisse entraîner dans l'arbitraire le plus absolu, permettant la fabrication de toutes pièces de Boucs Emissaires ! Mais pourquoi choisir tel ou tel individu pour porter le chapeau ? Et quel chapeau ?

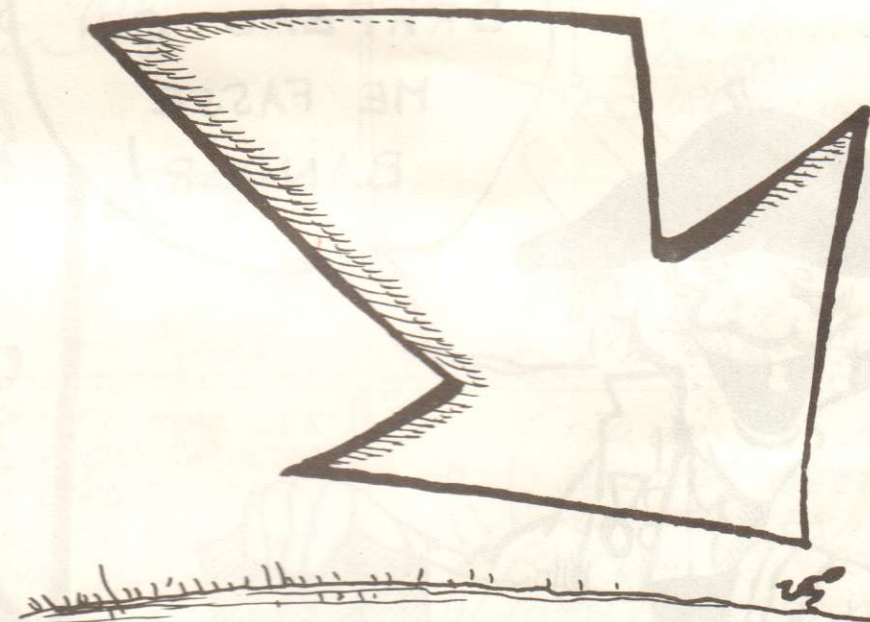
Imaginons que la justice ait des problèmes, que les juges réactionnaires s'affrontent aux juges modernistes par délinquants interposés, les uns condamnant sévèrement les voleurs de pommes, prônant la guillotine et autre détention à perpétuelle, les autres fourrant patrons et notaires en prison, vanant les mérites de l'aménagement carcéral et les bienfaits de la réinsertion sociale.

Imaginons que la police ait aussi des problèmes, que pendant de longues années elle ait été accusée d'être un rouage du pouvoir, d'être une police politique s'occupant uniquement des manifestations et des dresseurs de barricades, et que le gouvernement pour laver sa police de toute accusation ait transformé tout acte illégal en acte de droit commun. Imaginons que de ce fait les droits communs aient une prise de conscience spontanée et claire des conséquences politiques de leurs actes, les revendiquant, refusant en bloc la peine et ses conséquences.

Imaginons que les Avocats réactionnaires forcent leur client à jouer le jeu de la justice et que les avocats réformistes essayent sans y parvenir de jouer celui des délinquants.

Imaginons enfin que des journalistes réactionnaires comme ceux de l'Aurore, Minute ou autres... hurlent contre l'écroulement des valeurs morales et prônent fermeté et peine de mort pendant que des journalistes réformistes parlent de l'évolution de la société, de l'archaïsme de ses institutions et autres bateaux de ce genre.

Nous aurons ainsi les données précises du problème social actuel. Comme personne ne peut ni ne veut le résoudre ni même l'envisager, il faut trouver un palliatif, un bouc émissaire ; l'ennemi public n° 1 est le remède momentané mais miraculeux ; sur sa modeste personne qui deviendra importante pour les besoins de la cause tout le monde sera d'accord pour jouer un grand rôle dans le système établi, même l'ennemi public lui-même - c'est parti Willoquet - au début va jouer le jeu malgré lui. Répondant à un réflexe bien naturel et spontané il s'évadera du tribunal de Paris, le pistolet à la main et un juge sous le bras. Le cerf est parti, la meute sociale est à ses trousses ; les journalistes seront les premiers à donner de la voix, c'est un bandit - il va tirer sur tout le monde - il a eu une jeunesse difficile - il va prendre un homme politique de l'opposition. Puis c'est les chiens policiers qui se mettent à hurler : « Voilà trois fois qu'on vous le ramène, vous le laissez sortir - y'en a marre de rappâter toujours la même chose, on risque notre peau pour rien. Les juges sont des cons, c'est pas eux qui prennent des risques, etc, etc... ». Depuis que Lucky Luke gueule que les Dalton foutent toujours le camp, les policiers n'arrêtent pas de râler. Les juges dogues expliquent à leur tour les finesses



de la juridiction ; l'ennemi public a tué la veuve et l'orphelin, du moins on le suppose, mais on croit aussi qu'il a fauché un oeuf et comme il y a une justice pour tous il faut qu'il comparaisse devant chaque juridiction spécialisée. Mais il est dangereux, c'est une contradiction... Non, c'est la loi...

Pendant un ou deux mois c'est au chien policier à jouer dans le calme et la tranquillité, si les pistes sont éventées et qu'on les trouve la truffe trop en l'air, les journaux se dépêcheront d'aboyer pour les inciter à une quête plus assidue.

Si vraiment c'est l'échec de la meute, le ministre lui-même se trouve dans l'impasse, il fera dresser l'opinion publique. Pour cela il trouvera un journaliste comme celui de l'express qui est venu courageusement tourner autour du lion Mesrine, flairant la soupe de celui-ci, la trouvant trop savoureuse, tâtant les radiateurs, les trouvant trop chauds, trouvant enfin trop luxueuses les conditions carcérales de ce détenu. Pour conclure comme tous les « cafards provocateurs qui sévissent dans nos écoles » le lion m'a pissé dessus, m'a menacé, il faut le foutre au cachot, lui et tous ses petits copains. Les flics disent d'accord. Le garde des Sceaux dira d'accord et ils se vengeront ainsi d'être rentrés bredouille de Willoquet sur Mesrine le captif - c'est régulier, ça madame.

Puis une idée germe dans la tête du grand veneur Poniatowski, il demandera un appeau au garde des Sceaux Lecanuet. Immédiatement celui-ci sortira de prison l'appât demandé et très vite toute la chasse conduite par le détenu-appât arrivera devant le gîte de Willoquet. En deux temps trois mouvements, l'ennemi public n° 1 est récupéré ; celui-ci appréciera en connaissance d'homme traqué en disant « Chapeau, bien joué » échange de poignée de mains avec la flicaille, pot de fleur, photo de famille pour la postérité, Willoquet est un grand truant ; les flics de grands policiers, les juges qui s'occuperont de l'affaire de grands juges et les avocats de grands avocats.

Seulement voilà, l'os bouc émissaire n'a plus de viande autour, et les problèmes sociaux se posent d'une façon encore plus aigüe, le système a une odeur de putréfaction encore plus nauséabonde, alors que faire : chercher un autre ennemi public... et si ce système devenait éculé ?...



TRAVAIL. FAMILLE. PATRIE.



Moi, y a que mon drapeau qui me fasse bander!

Soulas

**LA PATRIE
FERA DE TOI
UN HOMME**



CHÔMEUR - ORPHELIN ET APATRIDE

ET COMPLÈTEMENT ROND!

Soulas



G. NICOLAUD



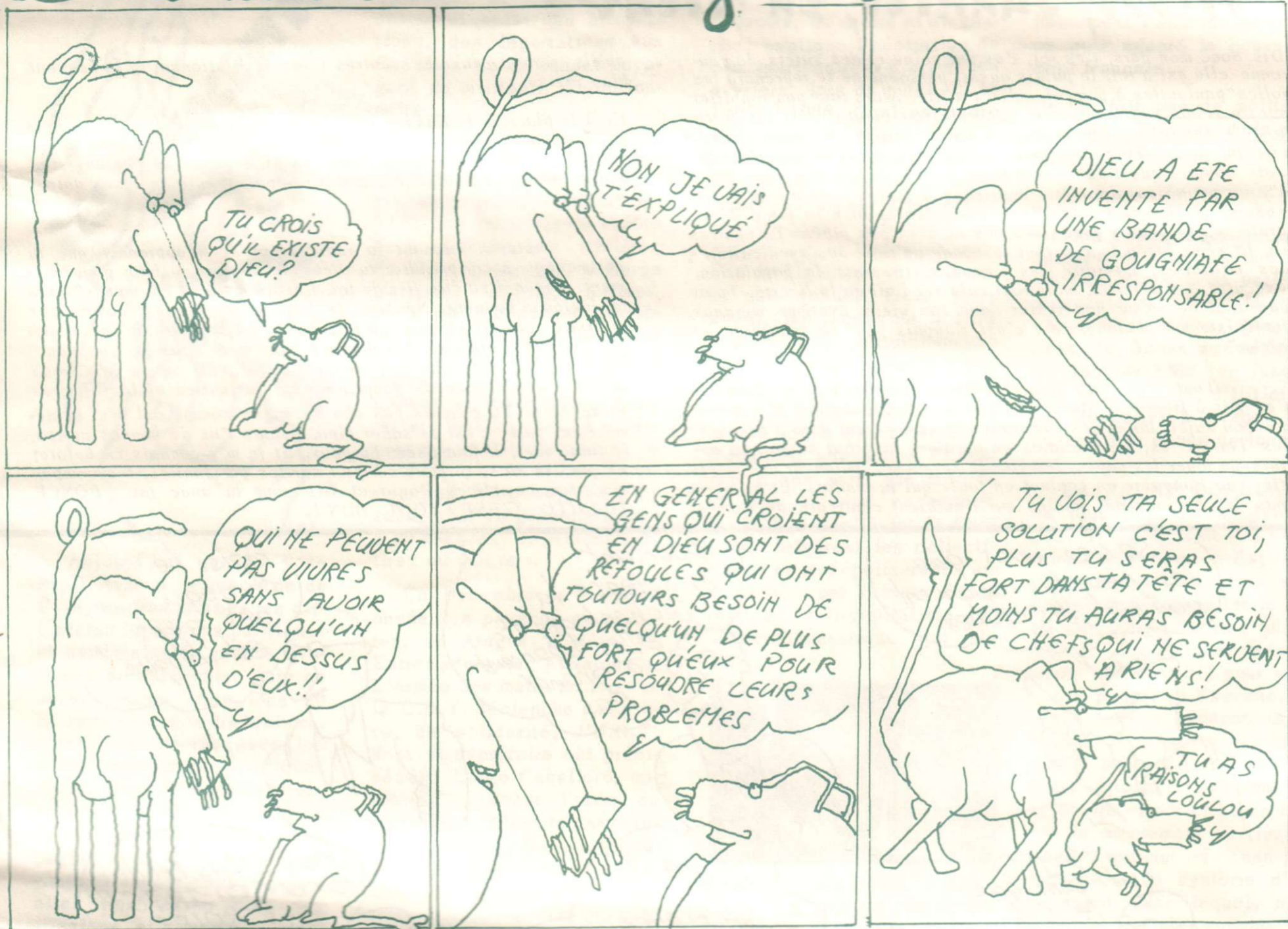
MANQUERAIT PLUS QUE ÇA..!



PLUTOT CREVER QUE MOURIR POUR LA PATRIE!



Dieu raconté aux enfants



France Soir ^{DH}

Paris, vendredi 19 décembre 1975 • 1,20 F • DERNIERE HEURE

Le travail ennue de plus en plus

L'absentéisme a doublé en 20 ans

Mais la situation n'est pas plus mauvaise en France qu'en Allemagne et aux Pays-Bas

Il a fallu à ces cons de journalistes que les statistiques leurs apprenent ce que leur misère ne leur a jamais appris : LE TRAVAIL ENNUIE.

A croire que la triste besogne de pisse-copie, c'est créatif !

Mais il a fallu que le phénomène devienne important pour qu'ils en parlent ainsi.

C'est amusant, en cette époque de chômage où les syndicats appellent « au plein emploi » et à « la retraite à 60 ans » qu'un nombre croissant de salariés fuient les camps de travail et prennent le temps de se consacrer à eux ... dans l'immédiat.

Quelle que soit l'utilisation de ce temps libre (il ne l'est pas forcément), il y a ici encore un hiatus entre les désirs de ces travailleurs et les slogans de ceux « qui les représentent » et veulent à tout prix les faire bosser.

C'est Giscard qui l'avait dit: on était CRISPES, Franco avait fini par crever, la cote du Portugal était en baisse, celle des Palestiniens bien démodée, le duel PC-PS n'excitait plus personne. Les prolos semblaient ne se réveiller ne se demander la libération de leurs patrons embastillés, Maire se fatiguait à sucer la roue à Séguy... Rien, non rien de bien fameux ne s'annonçait au programme de la temporada 76. L'extrême gauche elle-même s'interrogeait sur la prédilection de ses militants pour le joint bien roulé, la méditation transcendente et le bol d'air du Dimanche.

Mais c'est reparti ! On en a pour tout l'hiver ! Cette année on sera soldat syndiqué. Il y a deux ans la saison était à l'heure de Lip, l'an dernier on avortait, cette année on fera dans l'armée populaire en carte. Chirac et Ponia sont venus au secours d'une classe politique qui voyait arriver la saison des manifs avec angoisse. Les partis, les syndicats et les groupuscules respirent.

Les syndicats de soldats, ça c'est un thème à débat ! Tout le monde va y aller de son analyse, de sa vérité. Les loueurs de salle de réunion vont pouvoir s'assurer une bonne saison creuse entre les réveillons de fin d'année et les mariages de printemps. Et on manifesterà sous le mot d'ordre : « SOLDAT, SOUS L'UNIFORME TU RESTES UN TRAVAILLEUR », vieille banderole poussiéreuse qui porte en elle toutes les menaces de l'embrigadement syndicaliste. Car c'est bien là l'essentiel n'est ce pas ? Avec ou sans uniforme, en slip de bain ou en costume du dimanche le principal c'est que tu RESTES un travailleur. Et un travailleur ça se syndique, ça ne se ballade pas sur les voies où l'irresponsabilité le guette à chaque pas. On se regroupe parcequ'on est soldat, ou travailleur, ou plutôt soldat ET travailleur. Soldat-Travailleur, Paysan-Travailleur, les idéologues ont besoin d'une épithète pour justifier leur mainmise. A quand les commerçants-Travailleurs, les flics-Travailleurs, les chômeurs-Travailleurs ? (surtout si travailleur s'entend comme laborieux, acharné, conscient, par opposition à oisif, fainéant, anarchiste).

Gloire au travailleur, gloire au soldat, conscients et disciplinés ! Les états-majors syndicaux organisent le défilé que les confédérations militaires sont trop con pour tolérer. Et le lendemain, au boulot, on se retrouvera pour le compte-rendu au délégué syndical, en attendant le prochain meeting, le prochain collage, le prochain mot d'ordre : la prochaine perm quoi !

TRAVAILLEUR, SOUS LE BLEU DE TRAVAIL TU N'ES QU'UN SOLDAT !

Aloors, Juanito, ça vient ?

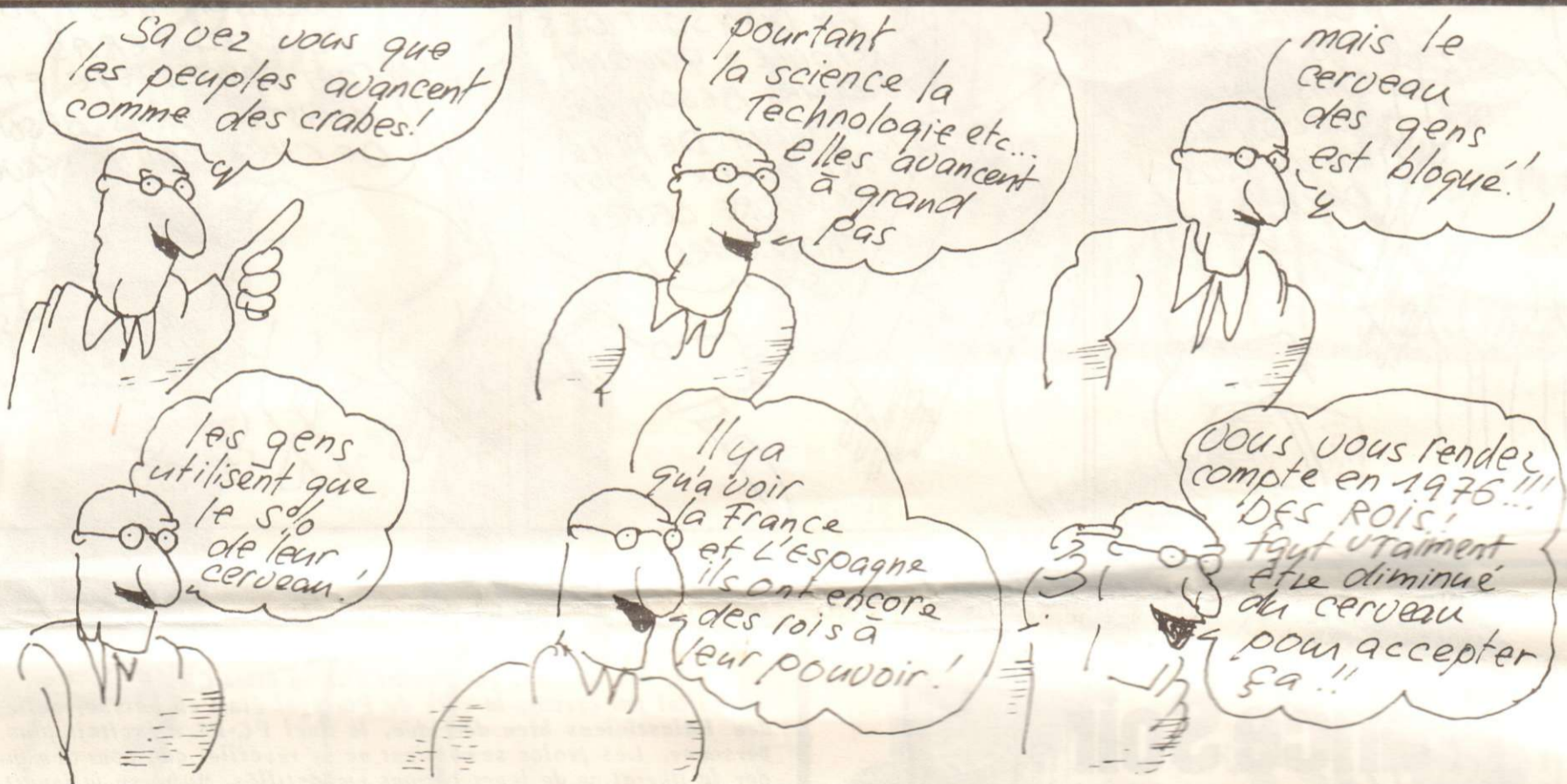
Dis donc mon gars, t'es roi, t'as une reine et des sujets; la couronne elle est à toi, le palais aussi, personne ne te reprendra les jolies pantoufles à pompon qu'on t'a filé. Alors faut pas roupiller sur le trône; cette amnistie générale, ça vient ? Tu fais tartir tout le monde, petit facétieux.. T'as la trouille que Franco ressuscite ou quoi ? Tout le monde le sait bien que t'es pas un mauvais bougre, que t'as un bon fond. Tu es un peu con mais ça tu n'y es pour rien, alors fais confiance à tonton Giscard ou à ton copain de chasse Ponia. Ils la connaissent bien la farce démocratique, tu peux y jouer, les dés ne sont pas pipés. Tu pourras de la même façon fourrer tout le monde au trou, des syndicalistes, des militaires, interdire des journaux, tirer sur la population, exécuter des détenus, mais tout cela sur l'air de la liberté. Tu ne vas tout de même pas rester dans ton vieux système merdeux, franquiste ou phalangiste : c'est mauvais pour le commerce un archaïsme pareil.

Tout d'un coup on a crié que c'était bien parti, quand tu t'es mis à libérer le Stalinién Camacho. Celui-là était prêt à être un bon sujet; lui et ses camarades commençaient déjà à dénoncer les Terroristes; les socialos en auraient fait tout autant: tu aurais pu jouer les papes, les grands seigneurs, balancer une amnistie à la française en gardant en taule qui tu voulais. Et ce n'est pas les sociaux-démocrates qui t'auraient contredit, du moment

qu'ils sortent, eux. Les autres (les révolutionnaires) peuvent bien crever.

Et à la place tu te laisses faire un enfant dans le dos. Les nervis de Franco te remettent Camacho en prison. Tu fais bien de le ressortir, mais fourre-moi tous ces vieux cons de phalangistes à Carabanchel. Ils ont le grand air depuis trente ans, aux autres maintenant.

Juste maintenant la radio vient de m'apprendre que tu commences à comprendre; tu viens de choisir un bath gouvernement. Giscard va être fier de toi. Encore un petit coup et tu auras la légion d'honneur. Navarro, le boucher de Malaga, comme 1er ministre, ça fait sérieux, ça fait Ponia, ça fait Chirac; la saloperie dans la continuité. Hirribarne à l'intérieur, alors là, Chapeau ! Ça c'est du démocratique; de la Simone Weil ou de la Giroud avec la bénédiction du goupillon pour la justice et les affaires étrangères. Tu pouvais pas choisir mieux comme cul béni et démocrate pute, c'est le super pied. Allons t'as de bonnes cartes, il faut jouer, il faut oser. Tu peux. Et je m'y connais en belote; et puis tu sais, tu peux compter sur tes partenaires, tes comparses, tes complices Ponia et Gis sont là avec toi. FONCE JUANITO, C'EST TOUT BON !



ONU, encore un effort...

Deux super-grossistes, à Moscou et à Washington, ainsi que leurs filiales, se disputent les marchés avec acharnement sous l'oeil maussade des petits boutiquiers européens. C'est pour de telles raisons, hautement humanitaires, que le Sionisme a été déclaré « forme de racisme et de discrimination raciale » par l'ONU le 10 Novembre. Le poids moral du grossiste moscovite dans cette décision lui apportera, espère-t-il, son correspondant en bons de commande dans les pays arabes. Et vice-versa...

Mais, allez, on y croira au désintéressement; peut-être, si un effort est encore tenté. Voyons les faits, en gros.

Israël fait de la discrimination raciale (lois du mariage, de l'emploi etc...) vis à vis des non-juifs, trouve son unité nationale

dans la désignation d'un ennemi extérieur et dans le militarisme agressif. Israël qui plus est a le truc de justifier son terrorisme d'Etat par la mauvaise conscience de ceux qui ont vécu le nazisme et taxe tous les opposants à son nationalisme « d'antisémites ».

Ce n'est pas original tout ça et ne différencie pas l'Etat «juif» de l'Etat «arabe» et des Etats «européens». Cette politique «raciale» est en fait une politique nationale stéréotypée qui cherche à souder exploiters et exploités dans une même destinée. Pour ce faire il est toujours besoin d'une belle cause supérieure (ici le Juif, là la démocratie, ou le socialisme) toujours besoin d'un ennemi, parfois extérieur, souvent intérieur, que l'on crée éventuellement. C'est le Boche, le Chinois, le Russe ou l'arabe, bref l'étranger; ou alors l'anarchiste, le jeune, le pédé, le drogué, que saisisse enc...

Encore un effort, donc. Ainsi apparaîtrait-il évident de remplacer «Sionisme» par «Nationalisme» et d'abolir les discriminations raciales, sociales, dues aux normes de la productivité, de l'exploitation capitaliste et des pouvoirs d'Etat. Ou bien alors faudrait-il déclarer que :

- L'Allemagne est raciste vis à vis des gauchistes qu'elle vide de leur emploi et des membres de la «bande à Baader» qu'elle utilise comme cobayes.

- L'Angleterre est raciste vis à vis des écossais, des irlandais, de l'«Angry Brigade».

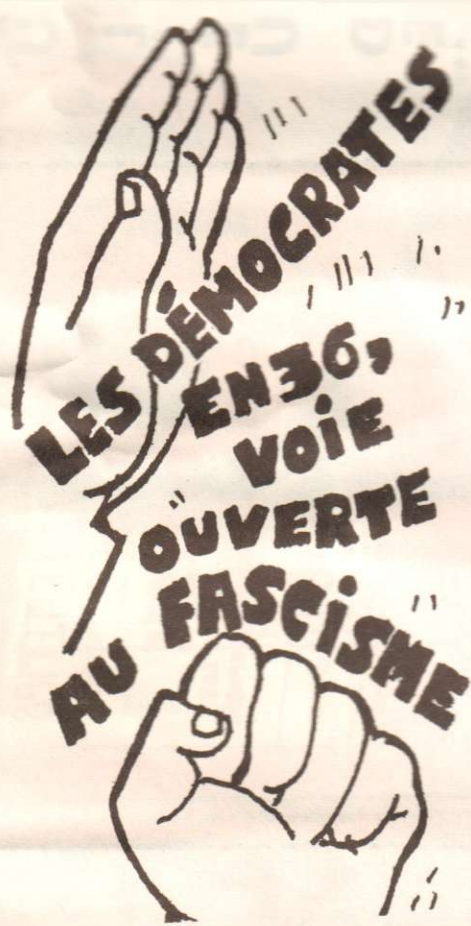
- L'Italie est raciste vis à vis des défenestrés, des suicidés par balle perdue, des Marini.

- la France est raciste vis à vis des antimilitaristes (pourtant «anti expansionistes» par excellence), des arabes d'Annecy, des corses, des bretons, et des membres de l'ex- GARI.

- L'URSS est raciste vis à vis des opposants psychiatisés, déportés, exécutés, diffamés.

- les pouvoirs sont racistes dans les cadences, les accidents du travail, dans la merde accumulée par le boulot, cette mort quotidienne....

Mais heureusement pour l'Espagne, elle, on s'y est habitué : elle est franquiste.



Aujourd'hui que se pose explicitement le problème de l'«après-franquisme» les différentes formations politiques et syndicales de gauche rivalisent de surenchère pour se poser comme champions de la lutte contre le franquisme. Elles font chorus avec les gouvernements démocratiques socialistes ou communistes, dans cette ardeur à parler de la «liberté des peuples d'Espagne», et à rappeler que toujours ils ont combattu pour elle. Pour éviter bien des illusions et ramener à leurs justes proportions les prétentions de ces politiciens qui rêvent pour l'Espagne un Etat selon leur goût, voyons ce qu'ils firent au pouvoir, et comment, sous couvert de l'antifranquisme, ils écrasèrent la jeune révolution espagnole pendant la guerre civile. Les gouvernements étrangers couvrirent clairement cette contre-révolution, désarmant les prolétaires, tronquant la réalité du mouvement en cours, facilitant ainsi l'arrivée au pouvoir de Franco. Dans cette sale histoire, Blum et Staline, les idoles respectives du mouvement communiste et du mouvement socialiste, avec leurs antennes nationales respectives, furent aux premiers rangs. Les politiciens nous ont montré leur gueule de flic du mouvement social, ce que ne nous fera pas oublier pour demain leur mimique tout-sourire d'aujourd'hui.

LA GAUCHE AU POUVOIR FACE AUX PROLETAIRES.

L'Espagne a déjà goûté à cette chère République. Par ce beau printemps de 1931. Les socialistes participent au gouvernement avec des républicains de gauche. Largo Caballero, président du Parti Socialiste y est ministre du travail.

Ce premier gouvernement de gauche, pendant son existence qui va durer jusqu'en 33, va être celui des coups de fusil dirigés contre les

soulèvements ouvriers de Catalogne et paysans d'Andalousie; celui des arrestations, des déportations aux Canaries ou au Sahara espagnol de militants révolutionnaires.

Un an après l'arrivée des républicains et des socialistes au pouvoir, le 18 janvier 1932 une insurrection éclate dans les régions minières du Haut Llobregat, à Berga Cardona, Figols, Sallent, Suria où la condition ouvrière est misérable. L'armée et la police de ce gouvernement matent la rébellion, tuent, déportent et en profitent pour régler les comptes. En janvier 33 soulèvement dans le Levant, l'Andalousie où l'armée suit les consignes d'Azaña, chef du gouvernement : « Ni blessés, ni prisonniers, tirez au ventre ».

En Décembre de la même année les paysans se révoltent en Aragon, à Riga, en Estremadure, en Andalousie. L'armée les mate. Et lorsque la C.N.T. déclenche une grève de solidarité, l'U.G.T. dont le secrétaire est précisément Largo Caballero, ministre, ... donne l'ordre de travailler! C'est la démocratie, sauf pour les exploités, et la bourgeoisie va continuer ainsi sa politique d'exploitation et de répression par gouvernement de droite, espérant qu'il fera mieux que ses larbins du gouvernement Azaña dans l'écrasement des soulèvements, des manifestations, des grèves (en effet en 1934 soulèvement et répression sanglante dans les Asturies). Jusqu'en Février 1936 où est élu le « Frente Popular », la chasse aux sorcières anarchistes et révolutionnaires, entamée par la gauche va continuer.

Mais cette fois-ci, sans doute, ça va être la Liberté! 3000 anarchistes sont libérés. Quatre mois après il y en a autant dans les geôles de gauche. C'est le «socialisme» mais bizarrement les ouvriers ne s'en rendent pas compte. En cinq mois : 113 personnes arrêtées, 269 tuées. Palmars social d'une coalition formée ou appuyée par la Gauche Républicaine, le PSOE, l'appareil de l'UGT, le PCE, l'Esquerra Catalana etc... Une belle brochette (ancêtre de la Junta Popular) qui montra ce qu'elle voulait: maintenir l'ordre capitaliste, désarmer, écraser physiquement et politiquement le prolétariat.



Cette HAINE de la révolution que partagent tous les pouvoirs, de droite et de gauche, explique l'hésitation de ces «partenaires» à armer les ouvriers, lors du putsh du 18 Juillet 1936. Quel est notre pire ennemi, Franco ou le prolétariat? se demandaient-ils. Il fallut que les insurgés anonymes prennent les armes abandonnées, attaquent les armureries, le 19 Juillet, pour que le signal de la résistance soit donné. Trois jours avant, les locaux de la CNT avaient été perquisitionnés par la police pour vérifier s'il ne s'y trouvait pas d'armes. C'est pour cette même raison que la France du Front Populaire abandonna l'Espagne à son sort, que Moscou et son antenne espagnole, le PCE, installèrent le Guépéou, brisèrent les collectivités, et monopolisèrent l'armement : par crainte de la révolte anti-capitaliste et anti-bureaucratique qui s'y amorçait.



LES SOCIALISTES FRANÇAIS, LE GOUVERNEMENT BLUM, ABANDONNENT L'ESPAGNE.

GIRAL, chef du gouvernement, écrit à BLUM, le 19 Juillet 1936 : «Sommes surpris par dangereux coup de main militaire. Vous demandons de vous entendre avec nous pour fourniture d'armes, d'avions. Fraternellement.» Le 21 Juillet Léon Blum donne son accord. Le 25 Juillet il a changé d'avis sous la pression de Londres, du Sénat et de la presse de Droite. Le 3 août on parle d'une «convention internationale de non ingérence» (France, Angleterre, Italie) qui va jusqu'à la résiliation des accords établis AVANT le putsh militaire. Marx Dormoy, secrétaire d'Etat, dit alors que «le gouvernement français n'a même pas consenti à laisser livrer au gouvernement régulier de l'Espagne les commandes que celui-ci avait passé à l'industrie privée bien avant que l'émeute n'éclatât». Le 8 août, après l'agrément de l'URSS, Blum suspend officiellement les accords d'armement.

Ceci montre bien le crédit que l'on peut accorder aux «élus populaires» et à leur gouvernement. Même s'ils ont de «bonnes intentions», la démocratie, son cirque d'arbitrage, d'équilibre, de démagogie, la nature de leur pouvoir les contraint à faire le strict jeu de la bourgeoisie. LA DEPECHE (Toulouse), cyniquement, dira le 31 Juillet 1936, 10 jours après l'ac-

cord, six jours après le reniement : « Nous approuvons hautement l'attitude de prudence qu'a adopté le gouvernement français... »

On ne fait pas de politique avec du sentiment, mais avec de la raison ».

Ces gens là trouvent toujours, bien sûr, de bonnes raisons pour couvrir leurs saloperies. On réprime les manifestations, on parle de provocateurs : motif la Paix. Le comte Sforza, toujours dans la Dépêche, celle du 30 Janvier 1937, va jusqu'à dire que l'aide d'Hitler et de Mussolini à Franco fait du mal à la cause nationaliste.

Le FRONT POPULAIRE va plus loin. Le 19 Janvier 1937 il est interdit aux volontaires de passer en Espagne, frontières et aéroports sont contrôlés. Pour éviter le sort de ces 29 américains qui en Mai 37 furent incarcérés 40 jours à Muret (31) pour avoir voulu passer en Espagne, les organisations espagnoles envoient de faux papiers espagnols pour que les combattants étrangers puissent les rejoindre. Peur et haine contre le mouvement ouvrier espagnol qui met en cause pratiquement un système d'oppression dans lequel, nous l'avons vu, la gauche est «comme un poisson dans l'eau». En France comme en Espagne une campagne de désarmement politique (intoxication) est orchestrée contre ceux qui ne rentrent pas dans le giron de la légalité républicaine.

Ainsi le 3 Mai 1937 à Barcelone le socialiste Caballero lance une provocation avec l'aide des communistes. La police attaque l'immeuble des téléphones où les travailleurs étaient, comme dans la plupart des endroits, majoritairement affiliés à la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. Elle occupe le premier étage et doit s'y arrêter à cause de la résistance que les travailleurs lui opposent. Dans la ville la mobilisation est immédiate car tout le monde comprend qu'alors commence vraiment la tentative d'élimination des travailleurs révolutionnaires. La gauche française fait chorus avec ses petits camarades du gouvernement Caballero et se fait la voix officielle de la provocation. La Dépêche traduit ainsi l'évènement le 6 Mai 1937 (elle respecte depuis toujours autant ses lecteurs) : «encore un soulèvement anarchiste». Les socialistes français aidaient leurs frères ibériques... à leur manière.

Nous verrons dans le prochain numéro que les communistes n'ont pas été en reste et que dans le rôle de contre-révolutionnaires les autres formations font figure d'amateurs auprès d'eux.